

<https://www.ricochets.cc/Selon-l-IGPN-la-police-ne-peut-en-aucun-cas-etre-barbare-puiqu-elle-protège-le.html>



Selon l'IGPN, la police ne peut en aucun cas être barbare puiqu'elle protège le régime

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 6 novembre 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Selon l'IGPN, *la police ne peut en aucun cas être barbare, car, quels que soient les moyens qu'elle emploie, son rôle "démocratique" est de protéger l'ordre social en place qui profite tant aux riches, bourgeois, lobbyistes capitalistes, hauts fonctionnaires...*

Voici quelques exemples récents (parmi des centaines d'autres) du côté "démocratique" et non-barbare des "forces de l'ordre" :

LILIAN, 15 ANS, GRAVEMENT BLESSÉ PAR UN TIR POLICIER : AFFAIRE CLASSÉE

- ▶ En 11 mois d'enquête, le « tireur n'a pas pu être identifié » selon la justice ([un post de Nantes Révoltée](#))

Le 12 janvier 2019, Lilian, 15 ans, passe à proximité d'une manif de Gilets Jaunes à Strasbourg, alors qu'il sort d'un magasin. Son visage est percuté à pleine puissance par le projectile d'un policier. Il est gravement blessé au visage par un tir de balle en caoutchouc. Sa mâchoire est broyée, l'adolescent mettra de longs mois pour retrouver une vie normale, et garde des séquelles.

11 mois d'enquête plus tard, la justice classe l'affaire « sans suite ». En 11 mois, l'instruction n'a, officiellement, pas pu « identifier » le tireur.

« Je suis révoltée par ce classement sans suite. Lorsqu'un Gilet jaune commet une violence, même cagoulé, on le retrouve. Mais quand c'est un policier non, même s'il y a des caméras de vidéosurveillance. C'est lamentable... » déclare sa mère.

L'enquête de l'IGPN établit de manière certaine que c'est bien un tir de LBD qui a blessé Lilian. Selon une source proche du dossier, les recherches policières prouvent que « l'usage du LBD dans ces circonstances était justifiable d'un point de vue légal parce que des manifestants étaient violents à l'égard des forces de l'ordre. Il y a donc légitime défense. » Une justification totalement inacceptable même si Lilian avait été manifestant. Mais en plus, il a été touché alors qu'il passait là par hasard ...

Sa mère, Flaure « sort épuisée de cette longue épreuve. Lilian ne vit plus avec elle. Traumatisé, il avait besoin de quitter Strasbourg. Rien ne sera jamais plus comme avant » écrit la presse.

Dans la France de 2019, le gouvernement autorise les policiers à être cagoulés, casqués, à ne pas porter de matricule, alors qu'ils sont surarmés et autorisés à tirer dans le tas. Et, surprise ! Les tireurs ne sont jamais identifiés ! Ce qui permet à la justice d'enterrer les affaires tranquillement.

C'est donc la nouvelle doctrine : permettre aux policiers de commettre des exactions sans être identifiés, puis classer les affaires puisqu'ils ne sont pas identifiables. Cynisme absolu.

Comme Lilian, de nombreux adolescents ont été gravement blessés et éborgnés l'hiver dernier lors du mouvement des Gilets Jaunes. En France, la police mutile des enfants. Dans l'indifférence quasiment générale.



[source](#)



LILIAN, 15 ANS, GRAVEMENT BLESSÉ PAR UN TIR POLICIER : AFFAIRE CLASSÉE

Blanchir les policiers. Dédouaner les responsables. Mediapart révèle comment l'IGPN couvre une « horde sauvage » de policiers qui ont fracassé le crâne d'une femme de 19 ans

sur Mediapart : [Le 8 décembre à Marseille, un dispositif « de guerre » face aux « gilets jaunes »](#) - À la suite des coups portés à Maria, Mediapart a découvert l'existence de brigades hybrides de policiers, non formés au maintien de l'ordre et chauffés à blanc par une note du ministère de l'intérieur et une hiérarchie considérant qu'en temps « de guerre », tout est permis. Même le RAID a été associé à la mobilisation.

Extraits :

Aux alentours de 18 h 40, le 8 décembre 2018, à Marseille, à l'angle d'une ruelle du centre-ville, une dizaine d'hommes vêtus de noir, masqués, casqués et armés, matraquent et rouent de coups de pied une jeune fille à terre. Ils lui fracassent le crâne. Un des agresseurs lui lance même : « Tu en veux encore ? » (à voir ici)

Cet escadron sauvage n'est autre qu'une brigade de policiers, créée pour renforcer le maintien de l'ordre lors des manifestations des « gilets jaunes », dont Maria*, 19 ans, a donc été victime

Sept jours tôt, le 1er décembre, Zineb Redouane a été tuée à Marseille par un tir de policier. Le 5 décembre, le ministre de l'intérieur et le directeur général de la police nationale Éric Morvan envoient un télégramme, dont Mediapart a obtenu copie, qui décrit un dispositif inédit. Le RAID, une unité d'élite qui a l'habitude d'intervenir dans les opérations de terrorisme et de prise d'otages, est mobilisé. « La réserve d'intervention pourra être engagée dans le cadre des missions dévolues au RAID », précise le télégramme.

Lors de son audition par l'IGPN, si le chef de la BRI marseillaise Pascal Bonnet reconnaît que « cela ne rentre pas dans [ses] prérogatives », il assure néanmoins que « la BRI participe à l'effort de guerre dans le cadre du mouvement des gilets jaunes ».

« La guerre », le mot est lancé, sans aucune retenue et sans complexe, parce que c'est effectivement dans cet esprit-là que la réponse policière est apportée aux citoyens qui manifestent le 8 décembre à Marseille.

« C'était la guerre », explique aussi le chef d'état-major Jean-Marc Luca, lors de son audition. Lorsqu'il commente la vidéo montrant des policiers qui frappent à coups de pied Maria, à terre, sa réponse est : « Moi, je ne vois pas de violences, la violence est partout ailleurs. »

« C'est consternant et très inquiétant surtout d'entendre un chef d'état-major reconnaître qu'il ne sait pas qui fait quoi, alors que c'est sa mission. S'il n'y a pas de commandement, certains policiers s'autorisent n'importe quoi. Les compagnies de marche ont été décidées au niveau national et on voit le résultat », déplore une source policière, consternée par cette affaire et par l'impunité qui règne au sein de l'institution.

« Ce sont des agents qui n'ont aucune formation en maintien de l'ordre, qui sont laissés libres sur le terrain. En cas de problème, la hiérarchie peut dire : on ne sait pas, ce n'est pas nous. Mais bien au contraire, les responsables sont ceux qui ont autorisé la création de ces brigades hors la loi », conclut cette même source.

Les auditions confirment ce grand n'importe quoi. « Il n'y avait plus de règle, plus de limite », assène Jean-Marc Luca, comme pour justifier les actes des policiers, quel que soit leur statut. Mais quelle était la nature de la menace et de la panique pouvant expliquer la folie policière qui s'est abattue sur Maria et sur d'autres ce jour-là ?

« Mes craintes ont été confirmées, explique l'avocat de Maria, Brice Grazzini. Les policiers qui ont tenté de tuer Maria ont agi illégalement, dans un accoutrement non réglementaire, mais surtout avec l'aval de leur hiérarchie, jusqu'au plus haut niveau décisionnaire. La lecture de ce dossier donne l'impression que le ministère de l'intérieur a galvanisé ses troupes, a validé une organisation explosive et qu'il s'agissait davantage d'un engagement de soldats dans une guerre civile que de la gestion d'une manifestation, c'est-à-dire, une opération de maintien de l'ordre. »

Contacté par Mediapart, le ministère de l'intérieur a refusé de répondre à nos questions.



Les policiers qui ont tenté de tuer Maria à Marseille ont agi illégalement

Et aussi, sur cette affaire sinistre et représentative de la brutalité et de l'impunité policière :

- [Maria : « Les policiers m'ont enlevé ma vie »](#) - Rouée de coups de pied par des policiers, Maria, 19 ans, a eu le crâne fracturé et le cerveau atteint. Dix mois plus tard, à Marseille, elle reste sous surveillance médicale. Dans un entretien à Mediapart, elle revient sur les conséquences physiques et psychiques de ces violences et sur les suites judiciaires. (...) Ma mère est allée déposer plainte une première fois au commissariat. Du moins, elle a essayé parce que le policier a refusé en lui disant : « Vous croyez qu'on va prendre une plainte contre nous ? » Elle n'a pas osé m'en parler parce que j'étais encore très mal physiquement. Elle m'a juste dit d'y aller une fois remise. C'est ce que j'ai fait deux semaines après ma sortie d'hôpital. C'était dans un autre commissariat. La policière a appelé son chef. Et là, il m'a prise pour une idiote en me disant que le signalement que j'avais fait sur la plateforme de l'IGPN suffisait. Je lui ai dit que non. Il a refusé ma plainte. Vu mon état, je n'ai pas insisté. Après j'ai surtout essayé de surmonter mon état physique et mon traumatisme avant de trouver un avocat pour faire les démarches.

- [Comment la police des polices protège les siens](#) - À Marseille, le 8 décembre 2018, en marge d'une manifestation des « gilets jaunes », des policiers ont fracassé le crâne de Maria, 19 ans, lui blessant gravement le cerveau. Notre enquête sur ces violences révèle, preuves à l'appui, la partialité de l'IGPN, la police des polices, et sa volonté d'enterrer les faits et nier les responsabilités. (...) Le problème est que d'autres preuves, qui auraient pu être exploitées par la justice, ont disparu : le précieux rapport informatique faisant état de l'ensemble des mouvements et des interventions des policiers la journée du 8 décembre a été tronqué entre 14 h 37 et 23 h 21. Plus un mot de disponible. (...) la commissaire de l'IGPN Laurène Capelle envoie un courriel à Pascal Bonnet pour pouvoir formellement disculper ses policiers : « Suite à ton audition [...] pourrais-tu me faire parvenir via WhatsApp [...] les photos de tes effectifs prises le jour des faits ? Je me charge de flouter les visages [...] cela permettra de les discriminer formellement au vu de leurs tenues vestimentaires le jour des faits ? » Pourquoi flouter ces visages ? Non sans cynisme, Pascal Bonnet, le chef de la BRI répond : « Tu trouveras les photos personnelles que j'avais prises le 8/12/2018 pour immortaliser ce "grand moment" de police judiciaire... »

Commentaires persos

dans un système antidémocratique et gangréné par le capitalisme, il n'y aura jamais de justice, donc jamais de paix.

Beaucoup de juges ont des mentalités de « facho », et surtout font partie des mêmes classes sociales bourgeoises que le régime défend via ses flics.

De plus, les juges appliquent des lois foireuses (répressive, et volontiers interprétables si besoin en défaveur des pauvres et des révoltés) faites tout exprès par le régime et ses laquais députés.

Les juges plus « intègres » (humains, et qui essaient de contourner les lois pourries) sont mis au placard, contredits s'il le faut par les juridictions supérieures.

Bref, dans un système antidémocratique et gangréné par le capitalisme, il n'y aura jamais de justice, donc jamais de

paix.

Ils savent ce qu'ils font, ils le font consciemment, méthodiquement, ils ont des ordres, des directives, des stratégies, ils sont couverts par les hiérarchies et les lois

Il n'y a pas de bavures policières, de dérapages extrême droitistes ou antisociaux à la télé, de pollutions accidentelles Lubrizol à Rouen, de coups de malchance, et le gouvernement a très bien compris les revendications et la révolte, le régime n'est pas sourd.

Toutes ces manipulations, mensonges et atrocités ne se produisent pas par hasard, par un dysfonctionnement malencontreux ou une erreur d'appréciation des dirigeants (chefs politiques liées au régime ou capitalistes) et éditocrates des merdias.

Ils savent ce qu'ils font, ils le font consciemment, méthodiquement, ils ont des ordres, des directives, des stratégies, ils sont couverts par les hiérarchies et les lois, ils veulent garder tout pouvoir, **ils nous méprisent et veulent nous écraser, ils se contrefoutent des destructions du vivant et des humains, ils sont extrémistes, brutaux et cyniques, ils agissent dans un cadre verrouillé qui ne peut pas fonctionner autrement.**

Politiciens et merdias du régime se servent des notions de démocratie et de république pour s'auto-justifier et pour attaquer tout ceux qui veulent une démocratie réelle et une vie digne dans des sociétés soutenables et solidaires.

Politiciens et merdias du régime se servent de n'importe quel contrefeu (voile, attentat, incendie de cathédrale, « grand débat », migrants, chômeurs, fonctionnaires, grévistes) pour détourner l'attention de l'horreur de ce système vers des boucs émissaires, pour diviser et régner.

Une fois pour toute, cessons d'être naïfs et regardons la réalité en face.

Le capitalisme, la civilisation industrielle, l'Etat sont néfastes par nature, et les structures qui les défendent becs et ongles également.

Il n'y a donc rien à espérer ou à demander de bon à ces structures et à leurs représentants, on doit juste se battre efficacement et collectivement pour pouvoir vivre, pour pouvoir les virer tous et les empêcher de revenir, pour bâtir autre chose sur des bases libres et solidaires.

Répression ou pas, peur ou pas, quel que soit notre nombre, de toute façon on n'a plus le choix.

► voir aussi ces quelques articles en complément :

- [France : des journalistes réprimés pour les empêcher de faire leur travail - Les restes de contre-pouvoir affaiblis par la dictature En Marche](#)
- [Des scientifiques documentent les blessures oculaires causées par la police en France](#)
- [Pire que la police ?! : ceux qui la commandent ! - Les flics obéissent aux ordres de l'état, des oligarchies politiciennes et des lobbies](#)
- [Même les policiers qui font bien leur travail et restent dans la légalité servent le status quo et le régime : analyses - Paroles de flic envers des gilets jaunes and co : insultes et menaces, manipulations merdiatiques](#) - Un système verrouillé et brutal
- [Gilets jaunes : les mutilations et violences policières sont ordonnées et/ou couvertes par le gouvernement et la hiérarchie](#) - Pour comprendre les sources des violences policières : faits, histoire, analyses de chercheurs engagés...
- [Y a-t-il des violences policières ? Non pas du tout, c'est juste du terrorisme d'Etat...](#) -Chroniques de vies brisées - La police et le peuple en 2019
- [Ca y est : la France passe de la démocratie à la dictature ! - Le système non-démocratique totalitaire montre sa vraie nature, se durcit, et bascule dans la dictature](#)
- [Policiers, gendarmes, CRS : à chaque coup de matraque contre des contestataires vous creusez votre propre](#)

Selon l'IGPN, la police ne peut en aucun cas être barbare puisqu'elle protège le régime

[tombe](#) - Le système en place étant suicidaire, écocidaire, extrémiste et destructeur, ceux qui le protègent pour maintenir le statu quo seront détruits eux aussi

IGPN, LA LESSIVE DE LA POLICE QUI LAVE PLUS BLANC QUE BLANC.



The advertisement features a box of IGPN detergent on the left, with the text "Stralend wit in 1 wasbeurt" and "Witgeëld in 1 wasbeurt". The box also displays the IGPN logo and "INSPECTIEUR GÉNÉRAL DE LA POLICE NATIONALE". To the right, a light blue police uniform is shown split vertically. The left side, labeled "Avant", is covered in red stains, while the right side, labeled "Après", is clean. Below the uniform, a man in a suit gives a thumbs up, with a speech bubble saying "En 1 rapport, le policier est blanchi !". At the bottom, a blue banner reads "RECOMMANDÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR" and includes a "SÉRIET" logo.

Selon l'IGPN, la police ne peut en aucun cas être barbare puisqu'elle protège le régime